

La traduction de cette page a été générée par traduction automatique [Lien]. Les traductions automatiques peuvent comporter des erreurs susceptibles de nuire à la clarté et à l'exactitude; le Médiateur décline toute responsabilité en cas de divergences. Pour obtenir les informations les plus fiables et pour assurer la sécurité juridique, veuillez consulter la version source en anglais dont le lien figure ci-dessus. Pour en savoir plus, veuillez consulter notre [politique linguistique et de traduction](#) [Lien].

Décision du Médiateur européen clôturant son enquête sur la plainte 1195/2010/OV contre la Commission européenne

Décision

Affaire 1195/2010/OV - **Ouvert le** 28/06/2010 - **Décision le** 20/12/2010 - **Institution concernée** Commission européenne (Affaire réglée par l'institution) |

En février 2010, le plaignant a demandé, sur la base du règlement (CE) no 1049/2001, l'accès au manuel de la Commission pour la gestion de son examen de l'évolution de carrière. La Commission a refusé l'accès à ce manuel, faisant valoir qu'il contenait des avis à usage interne et que sa publication porterait gravement atteinte au processus décisionnel de l'institution (article 4, paragraphe 3, du règlement), ainsi qu'à la protection des avis juridiques (article 4, paragraphe 2, deuxième tiret, du règlement).

En avril 2010, le plaignant a présenté une demande confirmative d'accès. La Commission a d'abord prolongé le délai de réponse de 15 jours ouvrables. Elle a ensuite informé le plaignant qu'elle n'avait pas encore achevé son analyse, mais qu'elle faisait tout son possible pour envoyer une réponse finale dans les meilleurs délais.

Dans sa plainte auprès du Médiateur, le plaignant a allégué que la Commission avait refusé à tort l'accès au manuel et a demandé qu'il lui accorde l'accès à celui-ci.

Dans son avis, la Commission a expliqué que le manuel demandé était un document d'une longueur considérable. Elle devait donc procéder à une analyse minutieuse du document demandé et des risques liés à sa divulgation. Après avoir terminé son analyse, la Commission a décidé d'accorder au plaignant un accès complet au document demandé. Elle s'est excusée de ne pas avoir répondu dans les délais prescrits par le règlement.

Le plaignant a informé le Médiateur qu'il était satisfait de l'issue de l'affaire, même s'il était regrettable que la Commission ait pris tant de temps pour réagir. Le Médiateur note que la



décision de la Commission a été prise six semaines après l'expiration du délai prolongé prévu par le règlement. Toutefois, la Commission s'est excusée pour ce retard. Le Médiateur a donc considéré que la Commission avait réglé l'allégation et la demande du plaignant.

Les antécédents de la plainte

1. Le 3 février 2010, le plaignant, citoyen belge, a demandé l'accès au manuel de la Commission pour la gestion de son examen de l'évolution de carrière (CDR), citant le règlement 1049/2001/CE [1] [Lien] (ci-après le «règlement») comme base de sa demande. Le manuel a été élaboré par la direction générale des ressources humaines et de la sécurité (DG HR) de la Commission et distribué aux différents services des ressources humaines de l'institution.
2. Le 24 février 2010, la Commission a envoyé une réponse d'attente, sur la base de l'article 7, paragraphe 3, du règlement, prorogeant de quinze jours ouvrables le délai prescrit pour sa réponse.
3. Par lettre du 16 mars 2010, la Commission a refusé l'accès au manuel. Elle a fait valoir que le document contenait des avis destinés à être utilisés en interne lors des délibérations et des consultations préliminaires au sein de la Commission. Sa divulgation porterait donc gravement atteinte au processus décisionnel de l'institution (article 4, paragraphe 3, du règlement), ainsi qu'à la protection des avis juridiques (article 4, paragraphe 2, deuxième tiret, du règlement). Elle a également expliqué que le document en question était destiné uniquement au personnel travaillant dans les différents services RH et visait à garantir une application et une interprétation uniformes des dispositions juridiques existantes. La Commission a en outre souligné que le manuel contenait des avis juridiques internes sur la manière de traiter des situations peu claires qui n'ont pas encore été interprétées par la Cour de justice. Accorder l'accès à ce document porterait gravement atteinte à la protection des avis juridiques internes de l'institution. Enfin, la Commission a noté que la demande du plaignant n'indiquait aucun intérêt public supérieur justifiant la divulgation du document.
4. Le 6 avril 2010, le plaignant a présenté une demande confirmative d'accès. En ce qui concerne la référence de la Commission à l'article 4, paragraphe 3, du règlement, le plaignant a souligné que la Commission n'avait pas expliqué en quoi la divulgation du document affecterait son processus décisionnel. Il souligne également que le manuel contient des instructions générales établissant des règles uniformes pour assurer l'application cohérente de la loi. Si le contenu du document devenait public, cela n'affecterait pas les décisions de la Commission de promouvoir des candidats spécifiques. En ce qui concerne l'exception relative à la protection des avis juridiques, le plaignant a souligné que le document en question ne présentait pas les caractéristiques d'un avis juridique, n'avait pas été rédigé par le service juridique et n'avait pas non plus été élaboré en vue d'une procédure devant la juridiction. En ce qui concerne la présence d'un intérêt public supérieur, le plaignant a souligné qu'il y avait deux intérêts publics. Tout d'abord, l'intérêt des contribuables et des législateurs qui les représentent, car la promotion des fonctionnaires devrait garantir l'utilisation efficace des fonds publics. D'autre part,



l'intérêt des fonctionnaires de la Commission à être traités équitablement et équitablement, étant donné que le refus d'accès au document à certains fonctionnaires pourrait entraîner une inégalité de traitement. Le plaignant a enfin souligné qu'il ne ressortait pas clairement du refus de la Commission s'il avait envisagé d'accorder un accès partiel.

5. Par lettre du 27 avril 2010, la Commission, sur la base de l'article 8, paragraphe 2, du règlement, a prolongé de 15 jours ouvrables le délai de réponse à la demande confirmative.

6. Par lettre du 20 mai 2010, la Commission a informé le plaignant qu'elle n'avait pas encore achevé son analyse, mais qu'elle faisait tout son possible pour envoyer une réponse finale dans les meilleurs délais. Il a regretté le retard et présenté ses excuses pour les désagréments occasionnés.

L'objet de l'enquête

7. Le 26 mai 2010, le plaignant a présenté la présente plainte au Médiateur. Il a allégué que la Commission avait refusé à tort l'accès au manuel et a demandé à la Commission de lui accorder l'accès à celui-ci.

8. Lors d'entretiens téléphoniques avec le Bureau du Médiateur les 31 mai et 16 juin 2010, le plaignant a souligné qu'il n'avait toujours pas reçu de réponse à sa demande confirmative et a souligné l'urgence de la question.

L'enquête

9. La plainte a été transmise à la Commission pour avis. La Commission a transmis son avis le 9 août 2010. L'avis a été transmis au plaignant avec une invitation à présenter ses observations au plus tard le 31 octobre 2010. Toutefois, lors d'une conversation téléphonique le 25 octobre 2010, le plaignant a informé le bureau du Médiateur qu'il ne présenterait pas d'observations sur l'avis de la Commission et qu'il le confirmerait par lettre afin que le Médiateur puisse clore l'enquête. Dans une autre conversation téléphonique du 9 novembre 2010, le plaignant a indiqué qu'il était satisfait de la réponse de la Commission à sa plainte.

Analyse et conclusions du Médiateur

A. Refus allégué d 'accorder l' accès au manuel et à la réclamation connexe

Arguments présentés au Médiateur



10. Le plaignant a allégué que la Commission a refusé à tort l'accès au manuel et a demandé qu'il lui soit accordé l'accès à celui-ci.

11. Dans son avis, la Commission a expliqué que, comme indiqué dans sa réponse initiale et dans ses lettres des 27 avril et 20 mai 2010, le manuel demandé est un document particulièrement long contenant des avis à usage interne et des avis juridiques sur des questions d'évaluation du personnel qui font souvent l'objet de recours en contrôle administratif interne et de litiges juridiques devant les juridictions de l'Union. Par conséquent, la Commission devait procéder à une analyse minutieuse de la demande du plaignant, de la documentation en question et des risques associés à sa divulgation. Après avoir achevé son analyse, la Commission a décidé d'accorder au plaignant un accès complet au document demandé le 7 juillet 2010. Elle s'est excusée de ne pas avoir répondu dans les délais prescrits par le règlement. La Commission a joint à son avis une copie de la lettre adressée au plaignant par le Secrétaire général le 7 juillet 2010, lui donnant accès au document correspondant.

12. Lors d'une conversation téléphonique avec le bureau du Médiateur le 9 novembre 2010, le plaignant a indiqué qu'il était satisfait de l'issue de l'affaire. Il a toutefois déclaré qu'il était regrettable qu'il ait fallu tant de temps à la Commission pour réagir.

L'évaluation du Médiateur

13. Il semble que la Commission ait accordé un accès complet au manuel demandé par le plaignant. La décision de la Commission a été prise six semaines après l'expiration du délai prolongé prévu par le règlement. Le Médiateur note toutefois que la Commission s'est excusée pour ce retard. Il estime donc que l'allégation et la réclamation du plaignant ont été réglées par la Commission.

B. Conclusion

Sur la base de son enquête sur cette plainte, le Médiateur conclut avec la conclusion suivante:

La Commission a réglé l'affaire à la satisfaction du plaignant.

Le plaignant et la Commission seront informés de cette décision.

P. Nikiforos Diamandouros

Fait à Strasbourg le 20 décembre 2010

[1] [Lien](#) Règlement (CE) no 1049/2001 du Parlement européen et du Conseil du 30 mai 2001 relatif à l'accès du public aux documents du Parlement européen, du Conseil et de la



Commission, JO 2001, L 145, p. 43.